

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur d'avoir devant moi les forces vives de l'économie tunisienne.

Celles qui savent d'expérience qu'entre les deux rives de la Méditerranée se joue désormais un avenir économique qui nous dépasse tous, parce que le temps des espaces économiques clairement délimités est derrière nous.

Les forces vives qui savent que faire vivre l'économie c'est aussi servir son pays, son rayonnement à travers le monde et une chance de faire sa fierté.

Les forces vives qui savent que dans toute transformation brutale du monde, comme celle que nous connaissons aujourd'hui, il y a une opportunité d'initiative, de rebond et même de renaissance.

1. QUE SE PASSE-T-IL ? L'ORDRE MONDIAL CONNAIT UNE TRANSFORMATION HISTORIQUE

A. Nous sommes pour l'instant dans une phase précoce de destruction créatrice de l'ordre économique global de la mondialisation. Toutes les pièces du puzzle bougent en même temps.

Nous assistons à une déferlante qui fait table rase de l'ordre économique mondial ancien. Ses quatre piliers sont touchés.

- **Premier pilier, l'Occident.** La domination occidentale de l'économie est désormais dépassée.

La Chine reprend une place perdue il y a deux siècles. D'autres régions du monde reprennent leur place légitime dans l'ordre économique mondial.

- Il y a longtemps que la Chine a commencé son ascension en termes de Pib.
- Mais jusqu'ici il y avait l'idée que le rattrapage se limitait aux dimensions les moins innovantes de l'économie. Aux exportations à bas coûts dont les économies d'Amérique du Nord et d'Europe ne voulaient plus chez elles.
- Désormais, dans neuf domaines essentiels de la compétition technologique, la Chine fait la course en tête par rapport aux Etats-Unis, dans les batteries électriques avec en 2023 76% des citations de recherche contre 6% pour les USA, dans les algorithmes d'IA, avec 29% contre 12%, dans les communications optiques avancées, 45% contre 8%, dans les aimants avancés et les supraconducteurs, l'apprentissage machine, les capteurs quantiques, le design de circuits intégrés avancés, l'IA adversariale, les procédés de langage naturel, les supercalculateurs ou encore le calcul quantique.

- Deuxième pilier, la **mondialisation libérale**. Elle a été balayée par la « guerre commerciale » de Donald Trump fondée sur la conclusion de Traités inégaux bilatéraux plaçant les Etats-Unis à la tête d'un empire économique mondial où ils prélèvent des ressources minières, des capitaux pour investir aux USA, des rentes auprès de consommateurs captifs notamment dans l'économie numérique. Depuis janvier 2025, à en croire la Maison Blanche, ce sont 8.000 milliards de dollars d'investissements qui ont été redirigés vers les Etats-Unis.
- Troisième pilier, l'**ordre monétaire fiduciaire**, bouleversé par l'irruption de plus en plus rapide des cryptoactifs et notamment de stablecoins qui transforment radicalement les fondamentaux de la politique monétaire, sous sa forme nationale comme sous sa forme coordonnée entre banques centrales. C'est aussi bien une révolution monétaire qu'une possible révolution de la banque et des paiements.
- Quatrième pilier, les **énergies fossiles**, dont les coûts restreints ont pendant près d'un siècle alimenté un commerce maritime à très bas coût et une production de masse permettant d'ouvrir sans cesse de nouveaux marchés. Aujourd'hui, entre les perspectives d'un pic pétrolier et celles du réchauffement climatique, la fin des énergies fossiles est au moins en vue.

La logique impériale qui définit le trumpisme est la réaction mécanique à ces processus.

- Elle conduit à un **accaparement des ressources minérales et énergétiques**. On le voit à la multiplication des accords miniers entre les Etats-Unis et divers pays aux sous-sols riches, en échange de la protection ou de la bienveillance américaine.
- Elle entraîne une **asymétrie générale des relations économiques** et le recours à la force dans les relations économiques. Il y a un centre et des périphéries plus ou moins bien intégrées et traitées.
- Elle se traduit par une **volonté de suprématie technologique** et de contrôle de l'ensemble des services numériques globaux. C'est la bataille de l'IA conduite contre la Chine, mais aussi en réalité contre les acteurs européens trop soucieux de souveraineté numérique européenne.

B. Ces turbulences sont pleines de risques pour l'économie globale, avec des effets de contagion rapides et majeurs.

Premièrement, il s'agit du **risque de stagflation globale** dans les années à venir.

La hausse compétitive des droits de douane mondiaux a pour conséquence d'augmenter la pression inflationniste sur les prix, tout en comprimant la demande générale et donc la production et la croissance globales. Ce sont évidemment les indicateurs américains qui seront suivis avec le plus d'intérêt.

- Pour l'heure on doit se contenter d'observer une inversion à l'été 2025 de la tendance à la baisse des prix initiée en 2023 après le pic inflationniste lié au Covid. Mais on reste loin des anticipations catastrophistes de certains économistes lors de l'annonce des droits de douane du président Trump. Néanmoins toutes les actions du Président abondent dans le même sens, à la hausse des prix : pressions sur la Fed pour maintenir une politique monétaire aussi relâchée que possible, dispositif de chèques aux ménages

pour stimuler la consommation et la demande, nouveaux épisodes annoncés de la guerre commerciale, notamment avec la Chine à partir de novembre 2026.

- Du côté de la croissance mondiale, pour l'instant, les prévisions maintiennent un niveau de croissance stable à défaut d'être très élevé, de l'ordre de 2,6% en rythme annuel. Ce n'est pas encore la perspective d'une récession globale. Néanmoins c'est surtout la prévisibilité du paysage mondiale qui a été profondément perturbée par les différents épisodes de 2025. Beaucoup d'importateurs américains ont stocké les biens en amont des droits de douane ; certains continuent à le faire en anticipant des coûts ultérieurs encore plus élevés. Parmi les consommateurs américains, combien sont ceux qui ont anticipé des achats en mordant sur leur épargne, de crainte de voir des coûts ultérieurs augmenter massivement ?

Deuxièmement, le risque de bulle spéculative.

Le risque d'une crise financière aigüe est dans tous les esprits. Le marché de l'IA présente toutes les caractéristiques d'une bulle. Les valorisations des entreprises sont disproportionnées. Les rythmes d'augmentation extrêmement rapides. Les investissements consentis dans les nouveaux data centers et la production d'énergie, s'ils devaient produire un rendement moyen égal pour tous, conduirait à des chiffres irréalistes.

Il n'est pas sain en outre que les entreprises portées par le secteur se financent les unes les autres dans un commerce circulaire qui les surexpose à leurs propres vulnérabilités. Ainsi Nvidia a investi dans OpenAI sous forme non de nouvelles liquidités, mais de cartes graphiques GPU qu'elle produit et s'achète donc ainsi à elle-même.

Troisièmement, le risque d'un krach du dollar.

Il n'est pas imminent, c'est certain, mais il n'est désormais plus impensable. La pression extrême exercée sur l'expansion du dollar, l'importance des déficits publics américains, 7.000 milliards de dollars de dettes supplémentaires sur le mandat de Donald Trump sont prévus, constituent des signaux d'alerte pour le dollar. Sa valeur sera désormais de plus sensible aux signes de faiblesse de long terme vis-à-vis d'autres grandes zones économiques. C'est une sorte de banco de chaque instant qui rend de plus en plus difficile un atterrissage en douceur du dollar. Cela explique que les établissements et notamment les banques centrales cherchent à réduire leur exposition aux bons du Trésor américains pour garder davantage de réserves en or par exemple.

C. A quoi ressemblera le nouvel ordre économique à long terme ?

Première tendance majeure, il s'agira d'une **multipolarité économique plus affirmée.**

- La géographie économique se réorganise selon une logique de pôles et d'aires d'influence.
 - o Les pays autour de la Chine sont de plus en plus attirés dans son orbite et peinent à maintenir leur équilibre avec d'autres puissances économiques. C'est le cas du Vietnam par exemple.

- L'Amérique Latine est de plus en plus satellisée par les Etats-Unis comme en témoigne notamment la politique du billet vert à l'égard de l'Argentine.
- Le commerce intrazone a vocation à se développer fortement dans toutes les grandes régions du monde, dans le cadre de l'autosuffisance à l'échelle régionale d'une part, mais aussi de la régionalisation de la Division Internationale du Travail pour équilibrer sécurisation de la production et optimisation des coûts. C'est notamment le cas pour l'Afrique.
 - D'abord cela suppose de renforcer les accords régionaux de commerce pour augmenter les liens de proximité. C'est le rôle de la ZLECAF africaine qui a réuni en 2021 54 pays en un marché commun de 1,4 milliards de personnes et 3,400 milliards de dollars.
Elle pourrait permettre de faire passer les échanges intra-africains de 16% du Pib régional à 50% du Pib régional.
 - Ensuite, aujourd'hui il faut aller au-delà des accords douaniers et coconstruire avec l'Europe et d'autres investisseurs des corridors pilotes d'infrastructures pour donner l'essor à la production et au commerce. Trois corridors pilotes pourraient être Tanger-Dakar, Abidjan-Lagos, Lobito-Lusaka pour dynamiser la croissance continentale, en misant sur la digitalisation et sur l'unification des standards et des certificats.
 - Enfin, cela suppose d'investir collectivement dans des hubs régionaux de conception, de production et de commercialisation. Cela passe par des projets d'infrastructures portuaires, ferroviaires et énergétiques pour créer des pôles de compétitivité susceptible d'enclencher un cercle vertueux d'industrialisation.
- La conséquence en termes de politique économique, c'est que le concept de souveraineté devient le cœur de toutes les doctrines, hormis celle des Etats-Unis fondée sur la supériorité.

Deuxième tendance majeure, un **pluralisme géoéconomique plus marqué**. Les modèles de production se diversifient.

- Le **capitalisme d'Etat à la chinoise** est le premier d'entre eux. Il est fondé sur une part importante de sociétés d'Etat dont la nomination dépend de l'Etat, mais aussi d'une emprise sur les grandes entreprises privées grâce à la présence du PCC en leur sein et sur une planification assurant le pilotage complexe d'une économie géante. Cela permet de mettre en œuvre de grands projets politico-économiques et d'assurer une homogénéité de la politique économique, mais cela crée une difficulté de manœuvre accrue pour l'Etat et des revirements parfois brutaux.
- Le **capitalisme de plateforme à l'américaine** est formé différemment sur la base d'une logique de propriété intellectuelle absolue et permettant le contrôle de l'intermédiation de l'ensemble des relations sociales et économiques d'un nombre restreint d'acteurs monopolistiques ou oligopolistiques. Les GAFAM ou les « Huit magnifiques » en sont l'exemple, mais les grandes banques et les grands réseaux de médias et de production culturelle fonctionnent de plus en plus sur des modèles similaires.

- Le **capitalisme de consommation de masse à l'européenne** est fondé sur les transferts sociaux importants et sur la régulation des biens et des services dans l'intérêt des consommateurs, créant un marché de haut-niveau mais au risque d'entraves pour la compétitivité et la productivité.
- Par rapport au modèle libéral qui a dominé le consensus de Washington, le point commun, c'est naturellement le retour du politique, avec une redéfinition des relations économiques internationales et des relations public-privé à l'échelle nationale.

Troisième tendance majeure, une interconnexion globale plus régulée

- Les **standards techniques** ont un rôle croissant de barrières, de seuils et d'écluses entre les marchés.
Ils imposent davantage de négociations bilatérales et multilatérales pour empêcher la clôture complète des différents espaces économiques.
- La **finance globale** va passer d'un système centralisé à un modèle décentralisé régulé avec des systèmes de paiements multiples, plus rapides reposant sur l'interconnexion.
 - Déjà aujourd'hui le monopole de Swift est battu en brèche par l'émergence de rivaux, dans des zones économiques soucieuses de contourner le risque de sanctions américaines. Le concurrent chinois CIPS connaît une croissance importante, par exemple.
 - Demain, ce sont les paiements désintermédiés, passant par les conversions en stablecoins adossés à telle ou telle monnaie, qui permettront un change et transfert quasi immédiat entre toutes les devises et sans problème de liquidité. C'est une révolution pour la mobilité des capitaux à travers le monde.
- **L'autonomie de juridiction** sera un critère majeur de la capacité de certains pays et de certaines zones à agir en intermédiaire de confiance. Cela suppose d'éviter la soumission aux sanctions secondaires américaines et plus généralement à toute forme d'extra-territorialité du droit américain ou de tout autre droit.

2. QUELLES CONCLUSIONS PRATIQUES PEUT-ON EN TIRER POUR L'EVOLUTION ECONOMIQUE DU MOYEN-ORIENT, DE L'AFRIQUE DU NORD ET DE L'EUROPE ?

- A. Première conclusion, l'importance de l'espace Moyen-Orient Afrique du Nord dans l'économie mondiale va se renforcer et se déplacer.*

Trois facteurs jouent particulièrement en ce sens.

- **Le post-pétrole a commencé.** Non pas forcément parce que la production pétrolière aurait commencé à décliner. Ce n'est probablement pas encore le cas. Mais le volume économique des activités et ressources liées au non-pétrole, essentiellement aux financements accumulés dans les fonds souverains, commence à rattraper les revenus de l'extraction. D'ores et déjà, les fonds souverains du Moyen-Orient gèrent plus de 4,000 milliards de dollars. Depuis 2023, la production non-pétrolière atteint 50% du PIB

saoudien, marquant la réussite partielle du plan de transformation Vision 2030 lancé en 2016.

Aux Emirats Arabes Unis, le pétrole et le gaz ne représente plus désormais que 30% de l'activité économique.

- C'est un instrument de diversification significatif, misant notamment sur le tourisme. L'Arabie Saoudite a réussi ainsi à se hisser dans le Top15 des destinations touristiques globales, grâce à une politique ambitieuse. Les Etats de la région, notamment dans le Golfe, investissent massivement dans les énergies vertes, dans les technologies. L'Arabie Saoudite envisage que l'IA contribue à son Pib à hauteur de 12,4% à l'horizon 2030, le plus haut niveau de la région.
 - C'est un instrument de croissance. La Banque Mondiale envisage une reprise de la croissance à partir de 2026 à 3,6% et à 4,1% en 2027.
 - C'est un instrument d'intégration économique régionale, même si elle en ressort fortement polarisée, exposant toute la région au risque de volatilité des marchés du Golfe.
- **Les marges d'intégration économique sont parmi les plus fortes au monde.** C'est à la fois un handicap et une opportunité immense. Le marché interzone y est particulièrement faible, même une fois exceptés les échanges d'hydrocarbures.
- La région reste très dépendante de l'extérieur pour nombre de ses besoins, par exemple pour son approvisionnement en blé comme l'a encore rappelé la guerre en Ukraine.
 - Mais le règlement ou au moins l'apaisement d'un certain nombre de crises qui agitent la région depuis une voire deux décennies peut aujourd'hui créer une dynamique économique favorable. C'est vrai de l'Irak dont l'élection du 11 novembre a monté qu'au-delà des défis, une certaine stabilisation du régime démocratique prévaut. C'est vrai en Syrie, où la nouvelle présidence d'Ahmed el-Charaa semble s'efforcer à reconstruire l'unité nationale et à faire d'abord le pari de la reconstruction économique.
- **Le Moyen-Orient est l'espace d'interconnexion globale avec la plus haute valeur ajoutée**, et cela dépasse de loin l'importance du Canal de Suez. C'est l'isthme mondial qui articule les mers les plus commerçantes du monde : Méditerranée, Mer Noire, Caspienne, Mer Rouge, Océan Indien.
- Aujourd'hui, des projets d'infrastructures concurrents cherchent à modeler l'avenir de la région. Les projets chinois de l'Initiative de la Ceinture et de la Route, naturellement, mais aussi les projets américains initiés par Joe Biden et aujourd'hui en attente, le programme Build Back Better World, mais aussi le Global Gateway envisagé par les Européens ainsi que le India-Middle-East-Europe Economic Corridor (IMEEC) pour les réseaux d'énergie et de transport maritime.
 - C'est aux Etats de la région de se saisir de ces offres pour arbitrer, coordonner et maximiser le retour pour leurs peuples en termes de développement économique, en évitant les concurrences nationales parmi eux.

- C'est le cas des projets d'interconnexion d'intérêt global Red-Med entre Mer Rouge, Mer Méditerranée et Golfe Persique. Le projet portuaire de Jebel Ali et l'agrandissement de Djeddah constituent des changements de dimension pour le commerce dans la région.
- Le Moyen-Orient a vocation à **construire des passerelles juridiques pour assurer les liens interzones**. Aujourd'hui cela signifie d'abord, pour la Tunisie notamment, devenir une actrice d'interconnexion commerciale euro-africaine. Entre Europe et Afrique du Nord, le potentiel de coopération industrielle reste largement sous-exploité.
 - C'est l'**espace idéal du near-shoring et du friend-shoring**. Dans le cadre de la réindustrialisation européenne, toutes les tâches n'ont pas vocation à s'installer à nouveau en Europe même, en raison de différentiels de coûts parfois exagérés. Mais la relocalisation d'activités aux marges de l'Europe, surtout en Afrique du Nord est une promesse d'intégration économique sans précédent.
 - C'est l'espace de **comptoirs financiers** de haut niveau capables de mobiliser les capitaux marchands. C'est tout le succès de la stratégie de Dubaï International Financial Center, en utilisant les nouvelles technologies et la blockchain pour assurer la coordination de services juridiques, financiers et administratifs complexes. C'est aussi un rôle que peut jouer Tunis pour l'espace nord-africain, en lien avec les opérateurs et investisseurs venus d'Europe.

B. Car c'est la deuxième conclusion à tirer des changements mondiaux : l'Europe va continuer de souffrir dans les prochaines années, mais elle ressortira plus forte, plus indépendante et plus indispensable pour ses partenaires commerciaux dans la région.

L'Europe s'affaisse. Il faut regarder les réalités en face. L'ensemble de l'industrie européenne va être confrontée à une crise existentielle qui ne peut se résoudre que par une élévation provisoire des barrières douanières et réglementaires vis-à-vis des productions chinoises et des services américains. Le Made in Europe for Europe va devenir la règle. L'Europe est soumise à quatre pressions protectionnistes puissantes

- Un **protectionnisme consumériste** qui correspond à des attentes toujours plus haute de certification et de traçabilité des produits. Cela se double d'une exigence de conformité aux mêmes règles, comme par exemple la revendication de clauses miroirs par les agriculteurs et les associations de consommateurs dans les négociations avec le Mercosur.
- Un **protectionnisme vert** qui s'incarne dans le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières qui correspond à l'accomplissement des objectifs du Green Deal européen en termes de baisse des émissions de gaz à effet de serre et à la demande d'équité des secteurs industriels soumis à la tarification carbone à l'intérieur des frontières. Or d'ici 2027, avec l'ETS2 de nombreux nouveaux secteurs, y compris l'énergie, la petite industrie et la construction devraient être concernés par les marchés d'émissions de crédits carbone.
- Un **protectionnisme industriel**, également, qui est dicté par la pression des produits chinois sur les marchés européens. Trois phénomènes convergent ici.

- Premièrement, le succès réel de la Chine dans la montée en gamme et l'innovation de ses produits lui permet d'être extrêmement compétitive sur des secteurs où elle est non plus complémentaire de l'industrie européenne mais en concurrence frontale avec elle.
- Deuxièmement, la relative atonie de l'économie chinoise depuis le Covid a conduit à des surproductions massives et au soutien financier de l'Etat pour stimuler la reprise. Ces biens ne pouvant pas s'écouler en Chine sans accélérer encore la baisse des prix, ce que le gouvernement appelle l'« involution », c'est à l'extérieur qu'il faut trouver des acheteurs pour les voitures électriques, les batteries, les panneaux photovoltaïques ou les éoliennes.
- Troisièmement, la guerre commerciale engagée par Donald Trump ferme le principal marché mondial et conduit aux reports vers le marché européen, qui plus est à prix cassés.

Ces trois tendances mettent en danger l'existence même de l'industrie automobile européenne et allemande. De son côté l'industrie européenne souffre de plus d'un choc négatif de compétitivité lié aux coûts de l'énergie, du travail et de la décarbonation. Cette situation exige d'une part des mesures urgentes et provisoires pour enrayer la spirale destructrice, et d'autre part la négociation d'une nouvelle architecture commerciale s'adaptant à la nouvelle donne mondiale pour mettre en priorité le Made in Europe for Europe.

- Un **protectionnisme financier** enfin. L'Europe entre dans un temps de rareté des capitaux qui va renchérir l'accès à l'argent des entreprises européennes travaillant à la souveraineté européenne, dans le secteur de la défense, de l'énergie ou de l'industrie. Les rapports Draghi et Letta ont fait prendre conscience aux Européens qu'ils étaient pour le monde un gisement majeur de capitaux accessibles et que 500 milliards d'euros d'épargne européenne partaient chaque année s'investir aux Etats-Unis, parfois dans des firmes de capital-investissement qui vont acquérir des actifs stratégiques et industriels européens. Le rapport Draghi chiffre à 800 milliards d'euros les besoins annuels non couverts pour l'instant. Il s'agit de diriger plus précisément vers l'Europe une partie plus grande de ces 35,000 milliards d'euros d'épargne européenne, par ailleurs beaucoup trop peu investie dans l'économie réelle et focalisée sur les placements liquides.

Cela va avoir plusieurs conséquences dans sa stratégie de négociation.

- Cela signifie qu'en dépit des efforts **les grands accords de Libre-échange ne parviendront plus à passer les barrières des parlements nationaux et européen** et que seul un contournement par des accords ponctuels spécifiques et non-tarifaires sont susceptibles d'apporter des résultats.
- Cela signifie que l'Europe devra **élever son niveau de protection économique sans sacrifier ses secteurs exportateurs et sans s'engager dans une spirale de représailles**. C'est une voie très étroite qu'il va falloir suivre pour préserver ces objectifs complexes, avec des risques de dérapages non négligeables.

- Cela signifie que l'Europe devra **repenser, clarifier et resserrer ses liens économiques avec son voisinage pour éviter que ces espaces deviennent des points d'entrée de productions d'autres grandes puissances** et qu'au contraire ils deviennent des espaces productifs permettant au contraire d'accueillir les chaînes de production redirigées vers l'Europe.
- Il faut plaider pour de **nouvelles formes innovantes de partenariats stratégiques et commerciaux**, dont l'Accord de Libre Echange Complet et Approfondi (ALECA) en discussion entre l'Europe et la Tunisie, visant à approfondir l'accord d'association existant depuis 1995, doit permettre de créer un cadre cohérent, complet et dynamique

L'Europe va être une gagnante nette de la transformation économique globale, parce que les forces en présence l'obligent à corriger ses dépendances historiques.

- La **décarbonation** va lui permettre de se libérer d'un siècle de dépendances énergétiques tous azimuts et rééquilibrer ses relations commerciales et stratégiques avec ses partenaires.
- La transformation des Etats-Unis va la contraindre à une **indépendance économique** nettement plus importante face aux monopoles américains dans le domaine des services financiers et des services numériques.
- L'effort de réindustrialisation peut lui permettre de s'appuyer sur **les atouts principaux du continent** : un environnement juridique, politique et social comparativement stable ; une monnaie unique solide et surtout un vivier de compétences incomparables, grâce au niveau de formation de sa population et au niveau de ses institutions universitaires. A condition naturellement d'augmenter l'investissement public et privé dans la recherche, le développement et l'innovation. A condition de développer les liens universitaires et l'attractivité pour les talents du voisinage dans le système tertiaire européen, notamment dans les écoles d'ingénieurs et les filières STEM. C'est une façon d'irriguer l'ensemble du pourtour méditerranéen par l'innovation circulant entre les deux rives de la Méditerranée. Cela suppose en même temps de favoriser la juste répartition des talents pour éviter que les déséquilibres démographiques ne soient résolus par des *brain drains* qui affaiblissent les Etats de la rive sud de la Méditerranée, comme c'est le cas dans le secteur médical par exemple.

Plus largement, l'Europe va devoir assumer **une politique de pôle de puissance économique**.

- Cela suppose de reconnaître que son avenir économique est dans le rapprochement avec l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Afrique et qu'il s'agit de mettre en œuvre des **institutions passerelles pour travailler en bilatéral mais aussi favoriser les intégrations régionales intermédiaires**, au niveau de la ZLECAF ou au niveau de l'Union du Maghreb Arabe qui reste désespérément bloquée depuis des décennies. Il s'agit de développer les infrastructures de transport et de commerce, ferroviaire et maritimes entre les pays du Maghreb pour déverrouiller jusqu'à 3 points de croissance.
- Une politique de pôle européen suppose une politique d'investissement productif paneuropéen intégrant l'ensemble des pays candidats à l'accession, associés à l'UE ou ayant vocation à accéder à ce statut. Notamment des initiatives dans la simplification et

l'unification des cadres d'investissements en capital-risque permettraient de créer un **espace d'innovation et de technologie commun**.

- Une politique de pôle européen peut passer par l'expansion de points de cristallisation de la coopération et de l'intégration économique à travers la négociation de **zones franches de droit européen, soumises au « 28^e régime »** au sein de l'UE et à ses frontières.

C. La Tunisie a de nombreux atouts pour devenir une cheville ouvrière de la relation entre l'Europe, le Maghreb et l'Afrique. Il s'agit de tirer parti de toutes les stratégies qui marchent dans de nouvel ordre mondial.

- Il y a tout d'abord le **pari du comptoir**. La Tunisie, avec sa longue histoire phénicienne et son économie arrimée au bassin méditerranéen connaît intimement cette stratégie, fondée sur la médiation, l'agilité et l'attractivité. Il s'agit de devenir le lieu de rencontre et d'interaction dans les domaines du commerce, de la culture et de la finance en favorisant l'ouverture internationale de l'économie.
 - Le secteur financier sera décisif pour ce pari. La Banque Centrale de Tunisie a d'ailleurs récemment renforcé la réglementation prudentielle avec trois nouvelles circulaires en 2025 pour améliorer la résilience du secteur.
 - Le pays a une carte à jouer également comme pionnier de services financiers innovants. C'est dans cet esprit que la banque centrale s'est lancée dans une logique de « bac à sable » réglementaire pour élargir progressivement les acquis de la réglementation pour les solutions de paiements innovantes.
 - L'ouverture du secteur bancaire et l'attractivité pour les acteurs régionaux pourrait faire passer la place financière de Tunis à la vitesse supérieure.
- Il y a ensuite le **pari de l'amarrage** qui consiste à devenir encore davantage que la Tunisie ne l'est déjà la tête de pont entre les deux rives de la Méditerranée.
 - D'ores et déjà 70% des exportations tunisiennes vont vers l'Union européenne et 43% des importations en viennent, et d'abord de France, d'Allemagne et d'Italie. Les chaînes de valeur se sont fortement intégrées entre Tunisie et UE depuis la fin des années 90.
 - Désormais le temps des crises, on peut l'espérer est révolu. De la crise des subprimes de 2008 au Covid de 2020, la croissance tunisienne a souffert perdant en moyenne trois points par an par rapport à ce qu'elle était au début du siècle. La stabilisation économique et sociale doit permettre d'enclencher un cercle vertueux pour attirer les entreprises notamment européennes et accroître l'industrialisation du pays. Il faut enclencher la remontée de la productivité et de l'investissement.
- Il y a ensuite le **pari de l'innovation** en misant sur l'un des principaux atouts de la Tunisie, la qualité de son éducation tertiaire et le niveau d'éducation et de formation de sa jeunesse. Il s'agit aussi de se saisir de toutes les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies pour articuler la confiance au service des transactions internationales, notamment dans le cadre de la blockchain.

- L'exemple extraordinaire d'InstaDeep montre ce qu'il est possible d'accomplir ensemble. Cette startup d'IA décisionnelle pionnière fondée à Tunis en 2014 par des entrepreneurs avec des attaches en Tunisie et en France a été rachetée par un autre exemple de succès extraordinaire, BioNTech en 2023 pour un demi-milliard de dollars.
- La Tunisie est d'ores et déjà un hub régional qui ne demande qu'à croître, qui consacre plus de deux fois plus de ressources en moyennes à l'innovation que ses voisins du Maghreb. Elle compte près de 1,500 startup et 17 scaleups particulièrement prometteuses. C'est également un écosystème attractif dans le domaine du logiciel et des services informatiques à distance.
- L'enjeu central reste celui du passage à l'échelle et de l'internationalisation des capitaux. C'est là que l'Union européenne de l'épargne et de l'investissement est un enjeu clé pour la Tunisie autant que pour la France.

* *

Mesdames et Messieurs,

Ne nous trompons pas de défi à l'heure des bouleversements mondiaux sans précédent. Sachons éviter les impasses qui se présentent à nous comme des avenues, parfois séduisantes.

- **L'impasse de l'autarcie.** Certains se disent : puisque la mondialisation est cassée, replions-nous sur nos propres forces. Mais en réalité il n'y a pas de réduction du commerce international pour l'heure, il y a réorientation et freinage de la croissance. Même le processus de mondialisation au sens strict est à peine enrayé, puisque les échanges commerciaux, estimés à +2,4% en 2025, continuent à croître à peu près au même rythme que la production globale, à +2,8% à en croire l'Organisation Mondiale du Commerce. Même l'année prochaine qui devrait être l'année du plus fort ralentissement, les échanges continueront à croître très légèrement à 0,4%.
- **L'impasse de l'empire.** Puisque la loi du plus fort est partout, se disent certains, pourquoi pas nous soumettre immédiatement et recevoir la protection du plus fort. La tentative des Etats-Unis de Donald Trump d'imposer un nouvel ordre mondial fondé sur la suprématie économique américaine joue en réalité contre la puissance américaine. Le président américain a été si obsédé par l'idée de traquer les passagers clandestins du commerce international qu'il en a oublié qu'en échange, c'étaient les Etats-Unis qui conduisaient le bus. Il prend ainsi le risque d'une réorganisation commerciale et productive en partie hors des circuits américains. Trois exemples
 - Les droits de douane conduisent à renforcer les relations commerciales de substitution entre pays tiers, au détriment de la centralité des Etats-Unis.
 - Les services numériques et l'IA, à force d'être imposées par les Etats-Unis conduiront à une réaction de souveraineté numérique pour sécuriser des solutions de cloud de confiance pour les acteurs européens et leurs voisins.
 - Les restrictions d'exportations aux puces électroniques, notamment vers la Chine sont une arme à double tranchant. D'une part elles freinent le compétiteur,

d'autant elles le poussent à investir plus et plus vite dans des capacités indépendantes, risquant ainsi à terme de l'avoir rendu plus fort et plus autosuffisant.

- La **troisième et dernière impasse**, c'est celle des **batailles identitaires** qui, de tous côtés, renoncent aux avantages de la coopération, de l'innovation et de la négociation pour se refermer sur des identités querelleuses et dangereuses, faisant des interfaces de contact no des espaces économiques fertiles mais des frontières hérissées de violence. C'est du développement partagé que naîtra l'apaisement politique dans le droit et la justice.

Je voudrais, pour conclure, avancer quelques orientations pour l'avenir de nos relations entre l'Europe, le Maghreb, l'Afrique et le Moyen-Orient.

1. Première orientation : sortir de la logique de l'« aide au Sud »

Nous devons tourner la page d'un modèle où certains "aident" et d'autres « reçoivent ». Il ne correspond plus aux réalités de puissance, ni aux attentes des sociétés.

L'enjeu est désormais de co-écrire les règles qui nous lient :

- les règles économiques qui déterminent les conditions d'accès aux marchés ;
- les règles climatiques qui organisent la transition et la répartition des efforts ;
- les règles numériques qui encadrent les données, les infrastructures et l'intelligence artificielle.

Nos partenaires du Sud de la Méditerranée et du continent africain doivent être des co-architectes de ces normes, pas des exécutants.

2. Deuxième orientation : penser en termes de voisinage et construire des infrastructures communes

Les catégories de "Nord" et de "Sud" figent les rôles et entretiennent la distance. Pour nous, la bonne échelle est celle du voisinage. Nous partageons des mers, des routes, des flux humains, des vulnérabilités communes. Entre l'Europe, le Maghreb, l'Afrique et le Moyen-Orient, nous formons un espace continu :

- soit nous l'organisons comme un espace de stabilité et de prospérité,
- soit il devient une ligne de fracture permanente.

Cette logique de voisinage doit se traduire par des infrastructures concrètes et des co-investissements visibles des deux rives, autour de plusieurs sécurités essentielles :

- Sécurité de l'eau et de l'énergie : interconnexions électriques, projets communs dans les énergies bas carbone, infrastructures de dessalement et de gestion de l'eau ;
- Sécurité alimentaire : corridors logistiques, ports, hubs de stockage, modernisation des chaînes de transport entre Méditerranée, Afrique et Moyen-Orient
- Sécurité numérique et scientifique : câbles, data centers, plateformes de recherche, campus partagés, programmes conjoints de formation ;

- Sécurité face aux trafics et aux organisations criminelles et terroristes : coopération policière et judiciaire, dispositifs coordonnés de contrôle des frontières, lutte contre la traite des êtres humains, les trafics de drogue, d'armes et les financements illicites.

Cette alliance de voisinage par les infrastructures doit être assumée comme un choix stratégique de long terme.

3. Troisième orientation : mieux prendre en compte le rôle et l'apport des entreprises

L'entreprise est un acteur de stabilité économique et sociale :

- par l'emploi,
- par la formation des jeunes,
- par son ancrage territorial,
- par sa contribution à la transition écologique.

En retour, l'État doit garantir des règles stables, des procédures lisibles, une justice prévisible. Pour y parvenir, nous devons entrer dans une logique de concertation et de prévisibilité des relations entre États et entreprises, sur des périodes d'au moins trois à cinq ans, autour d'objectifs clairs :

- création d'emplois,
- volumes d'investissement,
- montée en gamme industrielle,
- engagements environnementaux.

Ces objectifs doivent permettre de donner de la visibilité aux acteurs économiques comme aux territoires.

4. Quatrième orientation : donner un rôle central aux territoires et aux diasporas

La réussite de nos relations se joue d'abord dans les territoires.

Les villes, les régions, les universités, les hôpitaux, les chambres de commerce, les diasporas sont au cœur des projets concrets :

- coopérations urbaines sur le climat, les transports, le logement ;
- filières industrielles ou agricoles co-organisées entre régions ;
- programmes communs d'enseignement, de recherche et de santé ;
- projets d'investissement, de formation et d'innovation portés par les diasporas.

Ils doivent être considérés comme des acteurs à part entière de la coopération, et non comme de simples relais d'exécution.

5. Cinquième orientation : articuler maîtrise des frontières, circulation des talents et coopération internationale

Enfin, nous devons aborder la question migratoire avec lucidité et équilibre. Les sociétés européennes ont besoin de compétences et de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs. Les jeunes du Sud ont besoin de perspectives de mobilité, de formation et de travail. Mais nous savons aussi que des flux migratoires non maîtrisés déstabilisent les sociétés et nourrissent les tensions politiques.

Une politique responsable doit articuler trois dimensions :

- La maîtrise des frontières : lutte résolue contre les passeurs, les réseaux criminels et la traite des êtres humains, contrôle effectif des entrées et des séjours ;
- La coopération avec les pays d'origine et de transit : pour réduire les causes des départs contraints, soutenir des trajectoires de développement, renforcer les systèmes éducatifs et économiques locaux ;
- La circulation organisée des talents : voies légales claires pour étudier, se former et travailler, dispositifs encadrés de mobilité professionnelle, mécanismes favorisant les retours et les projets partagés entre pays d'accueil et pays d'origine.

Il ne s'agit ni de fermer les yeux, ni de fermer les frontières. Il s'agit de réduire les flux irréguliers, de protéger les personnes contre les trafiquants et de construire une mobilité maîtrisée, au service de la stabilité des sociétés et de l'intérêt bien compris de chaque rive.

Chers amis,

Sortir de la logique de l'« aide », penser en termes de voisinage et d'infrastructures communes, contractualiser les relations entre États et entreprises, mettre les territoires et les diasporas au cœur de la coopération, articuler maîtrise des frontières, coopération et circulation des talents : ces cinq orientations tracent une voie.

Elles nous invitent à passer d'une relation de dépendance à une relation de co-responsabilité, adaptée aux défis d'un nouvel ordre économique mondial et à la réalité de notre voisinage partagé.